LE FINANCEMENT ETRANGER DU DÉVELOPPEMENT LOCAL AU LIBAN

[**Issue Number 99 - January 2017**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/99-d)

**Le Financement Etranger Du Développement Local Au Liban**
Préparé par: Dr. Jocelyne Barakeh
Université Libanaise, Faculté des sciences sociales

**Introduction**

Le Développement local est le produit des efforts de la population locale. Ses objectifs sont de permettre aux hommes et aux femmes, en situation de vulnérabilité dans un contexte économique et sociale difficile, à parvenir à leur autosuffisance et à celle de leur foyer, mais également de contribuer au développement économique de la région, en initiant eux-mêmes des activités génératrices de revenus, dans les divers secteurs: de l’industrie, de l’agriculture, des services qui bénéficieront à l’ensemble de la zone, et ceci avec éventuellement une aide financière extérieure.

Alors des dizaines de projets ont été financés dans notre pays par des subventions accordées par des organismes étrangers, dont certains sont gouvernementaux, comme l’Agence Française au Développement, le Fonds Koweitien, L’Agence Américaine pour le Développement International; d’autres sont régionaux tels que l’Union Européenne; et d’autres sont des organismes des Nations-Unies tels que la Banque Mondiale, le Programme des Nations-Unies pour le Développement…

Certes, certains de ces projets ont été exécutés et auraient profité d’une façon ou d’une autre au développement local dans les régions où ils ont été installés alors que d’autres ont bénéficié du financement nécessaire et les organisations non gouvernementales locales qui ont obtenu ce financement, ont prétendu qu’elles les ont mis à exécution; alors qu’aucune trace de ces projets n'a été découverte sur le sol libanais d’après les investigations que nous avons effectuées à ce sujet.

En effet, ceci nous pousse à nous interroger sur ses raisons:

Y-a-t-il vraiment un encadrement ou un accompagnement par les bailleurs de fonds, lors de l’exécution de ces projets? Pourquoi certains projets réussissent-ils alors que d’autres non? Ces projets réussissent-ils à assurer l’équilibre financier grâce à leurs propres ressources, ou plutôt à coup de subventions? quels avantages économiques  assurent-ils à la région où ils sont installés? Quel est le bilan social de ces projets?

**I- Evolution du financement:**

Le montant total des financements étrangers obtenu par le Liban durant la période (1992- 2015) a évolué et a passé de 9 663,83 millions de dollars en 2009 (Rapport du CDR, 2009) pour atteindre 10,498 millions de dollars américain en 2015, selon le taux de change de 2015. Il est constitué de 7,317 millions de dollars de prêts soit 70%, et de 3.180 millions de dollars de dons soit 30% (Rapport du CDR, 2015).

Près de 24 sources de financements étrangères ont contribué au programme de reconstruction. C’est pourquoi, elle passe essentiellement par le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR), qui gère les financements internationaux.  79% des 7,12 milliards de dollars de contrats signés depuis 1992 par le CDR ont été financés par l’aide internationale. Toutefois,  13 sources de financement étrangères ont contribué à elles seules  à plus de 90% du financement étranger.

Ce financement est généralement accordé par des grandes institutions comme la Banque Mondiale (13%), l’Union Européenne (7%), l’Agence Américaine pour le Développement International (USAID) (1%), l’Agence Française pour le Développement (4%), le Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe (11%), la Banque Européenne d’Investissement (11%), le Fonds Arabe de Développement Social et Economique (14%), le Fonds Saoudien de Développement (9%), le Fonds d’Abu Dhabi (1%), le Japon (2%), l'Italie (6%), l'Iran (1%) et la Banque Islamique de Développement (9%), Qatar (3%), Oman(1%), l'Allemagne (2%), la Chine (1%), les Banques commerciales (3%) (Rapport du CDR, 2015).

Quant à la répartition sectorielle de ce financement, elle se présente comme suit :

-Les secteurs socio-économiques 25%, les services principaux 21%; l'infrastructure de base 35%, les secteurs productifs 19% (le rapport du CDR, 2015).

**II- La répartition du financement:**

**1- La répartition régionale des projets:**

Les disparités régionales au Liban, remontent à la deuxième moitié du XIXème siècle, quand l’Europe en pleine industrialisation cherchait des marchés extérieurs à son industrie dans plusieurs régions du monde, dont ce qu’on appelle aujourd’hui le Proche-Orient. Ainsi, Beyrouth a été choisie comme pôle- relais entre l’Europe et les pays du Proche-Orient: elle écoule les produits européens sur les marchés de cette région et ravitaille l’industrie européenne par des matières premières (soie, laine…) (Mallat H, 1971) (Baalbaki A,1994) en provenance de ces pays. Pour remplir ce rôle, Beyrouth a été dotée d’une infrastructure portuaire, routière, bancaire, hôtelière… Cette infrastructure a attiré les investissements vers Beyrouth, et en a privé les autres régions libanaises, surtout rurales parmi elles. Ceci a aggravé le déséquilibre entre Beyrouth et les autres régions libanaises d’un côté, et entre les villes côtières et les régions rurales de l’autre.

Le Liban indépendant qui a continué à concentrer ses dépenses d’équipement à Beyrouth, et accessoirement dans les villes côtières, a négligé les besoins des régions rurales dans ce domaine.

Le financement étranger a essayé de pallier à ce manque, à travers des projets de développement local qui ont été réalisés dans les régions. Ces projets étaient au nombre de 186 projets (Rapport du CDR, rapport de l’U.E, rapport du PNUD, rapport du KFEAD) répartis dans les différentes régions libanaises, et ont été financés par des dons sur des contrats signés entre le CDR, la municipalité du village où le projet a été implanté et le bailleur de fonds étranger.

Les projets réalisés au Liban- Nord pour la période (1992 – 2010), ils étaient au nombre de 58 d’après nos statistiques, dont 34 (56,9%) à Akkar, 15 à Tripoli (25,9%), 2 à Batroun, 2 à Bcharré, 1 à Koura, et 1 à Zgharta. 37,9% de ces projets ont été financés par l’Union Européenne, dont 81,8% de ces projets ou en d’autre terme la majorité est à Akkar. Quant aux sommes dépensées par le financement de ces projets, elles s’élèvent à 661 010 084 dollars, dont 3,6% ont bénéficié à l’agriculture et l’irrigation, 33,8% à l’eau potable et l’eau usée, 0,06% au développement social, 43,3% à l’éducation, 1% à la santé, 8,4% au tourisme, et 1,6% au secteur socio-économique. La contribution du Fonds Arabe de ces projets est de 42,6%, et celle de l’Union Européenne est de 8,9%.

Pour les projets réalisés au Liban- Sud et à Nabatieh, durant la même période, 67 projets ont été financés par l’étranger (Barakeh, J. 2010), dont 47,8% de ces projets ont été financés par l’Union Européenne, 13,4% par des organismes des Nations – Unies (PNUD, Banque Mondiale…), 25,4% par des gouvernements européens et leurs agences,…20,9% de ces projets ont bénéficié à l’agriculture et l’irrigation, 9% au développement social, 25,4%  à l’eau potable et à l’eau usée, 6% à la santé, 10,4% au tourisme…

Quant aux sommes dépensées sur ces projets, elles s’élèvent à 385 916 421 dollars, dont 41,6% ont profité au secteur socio-économique (microcrédits, création des emplois…) 4,8% à l’agriculture et l’irrigation, 1,6% à la formation professionnelle, 1,4% à l’infrastructure physique (réseaux routiers,…), et 4,5% au tourisme.

17,2% de ce financement a été assuré par l’Union Européenne, 43,5% par des pays européens et leurs agences, 13,6% par des organisations des Nations –Unies, 8,8% par des Fonds arabes.

Pour les projets réalisés à Beyrouth, plutôt à la banlieue Sud de Beyrouth, ils étaient au nombre de 10. Les sommes consacrées au financement de ces projets étaient de 38 495 586 dollars, dont 41% ont bénéficié à l’enseignement général et technique, 35,3% au développement social, 23% à l’infrastructure. La majorité de ce financement a été assuré par le Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe, et 14% par l’Union Européenne.

Pour les projets réalisés à la Békaa, 44 projets ont été réalisés dans cette région et le financement de ces projets s’élève à 792 321 461 dollars. 72% de ce financement a bénéficié à l’enseignement et à la formation professionnelle, 23% à l’eau potable et l’eau usée, 2% à la santé, 2% socio- économique… 52,2% de ces projets ont été financés par des organisations des Nations- Unies (PNUD, Banque Mondiale), 11,4% par l’Union- Européenne.

Pour les projets réalisés dans le Mohafazat de Mont- Liban, 7 projets ont été réalisés sur financement étranger, seulement 24 570 000 dollars ont été alloués au financement de ces projets, dont 97,7% ont été consacrés à l’eau potable, les barrages d’eau, et l’eau usée. Alors, entre 1992 et 2010, seulement 7 projets de développement local ont été réalisés sur financement étranger dans ce mohafazat, le plus grand au Liban (environ 30% de la population résidente, à l’exception des banlieues de Beyrouth qui en relèvent administrativement), selon les statistiques de 2007, effectuées par l’Administration Centrale de la Statistique. Si ce mohafazat est privé des projets de développement local financés par l’étranger, c’est parce qu’il est injustement considéré parmi les plus prospères au Liban, alors que certaines de ses zones (région de Jbeil, de Kesrouan, le littoral du Metn Nord…) comptent autant de pauvres que dans les autres mohafazats du Liban.

62.8% de ce financement a été assuré par le Fonds Koweitien pour le développement Arabe.

Pour le financement du développement local au Liban, ce sont plutôt des raisons politiques qui résident derrière ce financement, pour se rapprocher d’une communauté quelconque, ce qui explique que certaines régions reçoivent plus  de subventions et d’aides financières  que d’autres, et que certains projets réussissent grâce à l’encadrement politique existant dans les unes, comme c’est le cas du Sud- Liban, et que la plupart des projets existants fonctionnent encore.

**2- La répartition sectorielle des projets:**

Entre 1992 et 2010, 23 projets de développement local ont été réalisés grâce au financement étranger dans l’agriculture et l’irrigation.

Les sommes consacrées à ces projets s’élèvent à 293 874 194 dollars, ce qui représente 3% du financement étranger. 46,9% de ce financement ont été consacrés aux réseaux d’irrigation, soit à la bonne place, car ce secteur est parmi les plus négligés par l’Etat, ce qui prive le pays de l’exploitation d’une ressource très précieuse dont il dispose à savoir l’eau.

Ainsi, ces projets d’irrigation devraient :

- Améliorer substantiellement le rendement agricole dans les régions où ils ont été réalisés.

- Inciter à la bonification de terres et augmenter la superficie agricole.

- Maintenir les paysans sur leur terre.

Parmi les autres projets intéressants, l’achat des machines et équipements agricoles (387 735 $), l’incitation à la culture des plantes médicinales (171 934 $).

Pour la même période, en ce qui concerne les projets réalisés dans l’industrie, ce secteur négligé aussi par l’Etat et qui  souffre de plusieurs problèmes comme la politique de la porte ouverte, les droits de douane qui sont parmi les plus faibles au monde (5%), (rapport de la Bank Audi), les taux d’intérêt élevés…Alors une dizaine de projets ont été réalisés dans ce domaine, grâce au financement étranger. Ils ont coûté 153 678 155 dollars, et auraient représenté 1,6% du total du financement des projets de développement local au Liban.

91,2% du financement étranger à l’industrie a été affecté à un projet soi-disant production de la glace naturelle et 7,4% de ce financement a été placé dans des projets oléicoles (Barakeh,J).

Quant aux projets réalisés dans le secteur touristique et financés par l’étranger, ils sont au nombre de 13, et les sommes placées dans ces projets étaient de 5 475 210 dollars et ne représentent que 0,05% du total financement étranger. 62,5% de ce financement ont été consacrés à des projets de réhabilitation et de restauration de sites archéologiques, ou de vieux marchés. Toutefois, ce secteur continue de souffrir de plusieurs handicaps, dont :

- La cherté de vie qui ne permet qu’aux touristes aisés, d’ailleurs peu nombreux, de séjourner dans ce pays.

- L’état lamentable de l’infrastructure (électricité, routes et embouteillages…)

- L’absence de tourisme de masse,  notamment celui de la classe moyenne et populaire, qui fait la fortune des pays touristiques.

- Le coût élevé du transport, en l’absence du transport en commun dans les différentes régions du pays.

Les projets réalisés dans le domaine de la santé par un financement étranger atteignent  14 projets dont  le financement est de 8 922 183 dollars, et ne représente que 0,09% du total financement étranger. Il faut  signaler que le Liban est considéré parmi les meilleurs centres de santé au Proche-Orient, et il a un taux élevé de médecins par habitant. Il possède les meilleurs hôpitaux (138) de la région, et les mieux équipés (Administration Générale de la Statistique, 2006).

Toutefois, en l’absence d’un secteur public hospitalier capable de les concurrencer, les hôpitaux privés se trouvent en position d’oligopole, ce qui leur permet de fixer des tarifs parmi les plus élevés au monde. Il en est de même des tarifs de la médecine, et des prix des médicaments. 83,8% de ce financement a été utilisé à la création des dispensaires, des hôpitaux ou aux équipements.

Quant aux projets réalisés dans le secteur de l’éducation on note qu’ une vingtaine de projets ont été réalisés dans ce domaine grâce à un financement étranger. Ils auraient coûté 1 009 827 069 dollars, et représentent 10,5% du total financement étranger durant la même période.

Dans  le secteur d’eau, 18 projets ont été réalisés dans ce secteur grâce à un financement étranger. Ce dernier a été de 276 315 878 dollars, et aurait représenté 2,8% du total financement étranger aux projets de développement local au Liban, entre 1992 et 2010.

On relève que 57,5% du financement dans ce domaine a été consacré aux projets relatifs à l’eau usée. Les principaux bailleurs de fonds sont la Banque Mondiale (39,1%), et la Banque Européenne d’Investissement (39%). De toute facon,  dans la plupart des régions libanaises c’est l’abondance de l’eau d’une part, et sa mauvaise exploitation d’autre part.

La mauvaise gestion de l’eau potable et usée a donné lieu dans le pays à de multiples problèmes dont :

-Plusieurs régions du Liban ne disposent pas d’égouts. Par conséquent, on est amené à creuser des fosses septiques pour les vidanges des habitations, ce qui permet souvent une infiltration de l’eau usée, aux sources ou aux canalisations de l’eau potable.

- Le forage de l’eau sur le littoral, conduit à la salinisation de l’eau potable dans plusieurs régions.

- L’autorisation de l’exploitation des carrières dans les hautes montagnes, est à l’origine de l’engouffrement de plusieurs sources d’eau.

- La non construction de barrages d’eau et de lacs artificiels, prive le Liban annuellement du tiers de ses ressources hydrauliques qu’il perd par ruissellement.

La protection de l’environnement  au Liban par un financement étranger, a été elle aussi sujet de 8 projets qui  ont coûté 61 911 823 dollars, soit 0,6% du total du financement étranger. On relève que 89,3% de cette somme, a été consacré au financement de projets de collecte et de traitement des déchets solides. Ce secteur  pose des problèmes majeurs : la collecte des déchets ne se fait que sur 19% du territoire (le Commerce du Levant, 2010). Le Liban génère une quantité de déchets proche de celle des pays industrialisés.

L’Infrastructure de base et la  réadaptation des routes ont été  l’affaire de 8 projets. La somme qui en  a été placée était de 1 493 829 dollars, ce qui ne représente que 0,02% du total financement étranger. On signale que 83,6% de cette somme a été consacré à la restauration et la réhabilitation de l’infrastructure au Sud- Liban, au lendemain de la guerre de juillet.

**III- L’état actuel de ces projets:**

**1- Les projets en activité:**

Les projets en activité sont au nombre de 23 (Barakeh,J.). 69,6% de ces projets sont dans le domaine agricole et dans l’irrigation. 82.6% de ces projets ont été réalisés sur un financement accordé par l’Union Européenne et 11% par un pays membre de l’Union Européen.

Ainsi, la majorité des projets qui sont en activité, relève du domaine de l’irrigation, car leur gestion est simple, et ne suppose pas de compétences. 56,5% de ces projets sont au Sud et à Nabatieh, et 21,5% sont à Akkar.

Pour la réussite des projets, d’après notre échantillon, les projets réussis sont ceux relevés du domaine de l’agriculture et de l’irrigation comme le projet du bassin de réception de Aynata (Bint- Jbeil), le projet d’irrigation d’El- Merry (Hasbaya), le projet d’irrigation de Adchit (Nabatieh), le centre municipal agricole de Aytaroun (Bint- Jbeil).

**2- Les projets fermés:**

67% de ces projets fermes sont réalisés au Nord- Liban, et 33%  parmi eux réalisés dans la région de la Békaa, et il faut dire que  plusieurs raisons conduisent à l’echec de ces projets.

- Certains projets échouent par faute d’études de faisabilité ou d’études de marché effectuées par les bailleurs de fonds. Car ils proposent une étude mais la réalité est fort différente. On prévoit une réussite et une rentabilité significative, tandis que la réalité est différente. Alors, ces projets ne fonctionnent pas sans une intervention de l’extérieur, sans une intervention de la part d’autrui. Comme c’est le cas du projet «centre de formation professionnelle à Mhamarra », dont les études ont prévu la participation annuelle de 300 étudiants (cours de l’informatique), 300 étudiants (cours de rattrapage), et 200 femmes (couture et coiffure). Or ces prévisions ont été trop optimistes, car il n’y a qu’une cinquantaine d’étudiants inscrits aux cours de rattrapage, une quinzaine aux cours d’informatique et une trentaine de femmes aux cours de couture et de coiffure.

- De même pour le projet « forage d’un puits artésien à Denbo – Akkar », les études ont prévu la réussite de ce projet et qu’il donne de l’eau, mais la réalité est autrement étant donné que le puit artésien a séché après 72 h de sa réalisation. Sur le plan social,  les revenus des agriculteurs ont diminué à cause de la concurrence des produits  syriens, et l’agriculteur  libanais se trouve oblige dans la plupart des cas à vendre sa production à un prix réduit pour pouvoir assurer l’écoulement de sa production.

Dans le même ordre d’idées,  l’échec des projets par faute d’études du marché, le centre d’artisanat d’Al- Kwachra illustre l’exemple eminant  de ces fautes. Ainsi, le centre d’artisanat a fermé peu de temps après sa création, à cause de la concurrence étrangère, et tout particulièrement chinoise et syrienne des mêmes articles produits par ce centre, sur la base du rapport entre la  qualité et le  prix. Donc l’échec de ce projet revient à ceux qui ont réalisé l’étude du  marché préalable à la création de ce centre. La faute se révèle par le fait qu’on n’a pas pris en considération parmi les risques, celui de la concurrence étrangère, sachant que celle-ci n’as pas besoin d’être devinée dans un pays qui applique «la politique de la porte ouverte» depuis des décennies.

- Aucun projet économique et / ou technologique n’est viable s’il ne fonctionne pas en phase avec «le système cognitif» (Denieul, P, ) et culturel des acteurs. Autrement dit, sans culture créative, tout développement économique se transforme en carrosserie sans moteur. Les valeurs d’une société sont le carburant de sa prospérité. Les échecs d’innombrables projets s’expliquent le plus souvent par la non prise en compte de ce principe.

- Les projets parachutés, sans concertation avec les acteurs locaux, sans tenir compte des coutumes, des modes de vie, des croyances subissent le plus souvent l’échec. A noter ici que les organisations, internationales agissent sans aucune concertation avec les villageois (Al- Moussawi A).

- Le conflit inter-villageois, (Bertin, G.) et les blocages dans la démarche de développement peuvent être des freins à l’avance des projets. Certains projets n’avancent pas par exemple : des conflits internes au sein du groupe décisionnel ou de gestion dans une même municipalité.

- Il ne faut pas oublier l’impact de l’aide et son influence sur le projet, car l’aide ne peut conduire à un développement durable à moins que les acteurs du PED ne se sentent engagés à l’égard des projets financés (OCDE, 2009). C’est d’ailleurs pour cette raison que les préscriptions politiques imposées par les donateurs  produisent des résultats mitigés et les projets de développement s’effondrent après le départ des bailleurs de fonds.

-  l’échec de certains projets revient à l’absence du suivi technique, le temps qu’ils réalisent les résultats escomptés. C’est le cas du projet : « la production laitière à Al-Kwachra » (Barakeh,J)

- Certains projets, dont la gestion est relativement compliquée, sont condamnés à l’échec, quand on ne leur assure pas les compétences nécessaires pour leur gestion et leur fonctionnement. Il s’agit le plus souvent des projets industriels.

- Des projets sont condamnés à l’avance à l’échec, quand le marché de leurs produits n’est pas sûr, et leurs revenus ne sont pas garantis. C’est exactement le cas du projet des cultures alternatives (culture du tournesol) à la culture du haschish, ou du pavot indien, réalisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dans la région de Baalbeck el-Hermel entre 1993 et 2001.

- Certains projets de développement local ne pourraient survivre que grâce à une assistance financière permanente. Il s’agit essentiellement des dispensaires médicaux, des centres culturels, des centres de formation professionnelle, des centres de vulgarisation agricole. La moindre suspension de cette assistance, conduit à leur fermeture.

- En plus, certains projets échouent à cause de la mauvaise gestion de la part des ONG, et aussi bien de la part des autorités locales non spécialisées dans ce domaine. Or, la plupart des projets et des aides sont alloués à travers ces autorités locales et ces ONG présentes sur le terrain. Ainsi, on note que  ces autorités locales et surtout les municipalités ne possédent pas les compétences nécessaires, ni même les personnels qui peuvent œuvrer dans ce développement par manque de formation et d’expérience, en plus, de l’absence d’une capacité de planification et d’organisation, et de proposer eux-mêmes une étude de faisabilité. Après le départ du bailleur de fonds, ces municipalités se trouvent incapables de gérer eux-mêmes ces projets et de prendre l’initiative, ni même de proposer une stratégie fiable, pour assurer la durabilité de ces mêmes projets comme c’est le cas du  projet  «centre de  production laitière à Al-Kwachra ».

- Il  ne faut pas oublier que le manque de contrôle et de suivi des projets a conduit à leur échec. Le bailleur de fonds s’impose par ses  idées, sa soif d’aider et d’apporter des subventions  et de faire exprimer les besoins.  Les gens sont obligés de s’orienter dans la ligne de conduite du bailleur plutôt que d’emprunter leur propre chemin. Après la réalisation du projet, le bailleur quitte alors à la recherche d’autres partenaires sans avoir le souci de continuité de l’efficacité de ce projet, sa réussite ou son échec. C’est ce qui explique que certains projets échouent après le départ du bailleur de fonds. L’échec est du à l’inexistence du contrôle et du suivi de l’efficacité de l’aide et le sort des dépenses effectuées.

De même, certains projets échouent à raison de refus de certaines municipalités à participer à des sommes même minimes dans la réalisation des projets.

- Certains projets n’ont même pas vu le jour pour être fermés, comme je l’ai constaté personnellement durant mon enquête, et mes visites du terrain. Et il semble que certains bailleurs de fonds étrangers, ne demandent généralement pas beaucoup de comptes, à ceux qu’on confie la réalisation des projets de développement local.

- Pour les projets fictifs, on trouve sur le terrain des projets non existants, dont ils ont été financés par l’étranger et par des sommes importantes, comme c’est le cas du projet « pisciculture » à Al- Mina- Tripoli. Ce projet n’est pas réalisé. Après l’enquête sur la présence de ce projet, il s’est avéré qu’il a été remplacé par le projet d’achat  d’un bâteau pour les pêcheurs (Azak), or il se trouve que  ce dernier a été financé par le syndicat des pêcheurs, et on peut dire que les sommes consacrées à ce projet ont trouvé un sort inconnu.

**3- Les projets en cours d’exécution:**

Quant aux projets qui étaient encore en cours d’exécution, ils étaient au nombre de 68 (d’après notre étude). 52,9% de ces projets ont été financés par le Fonds Koweitien de Développement Economique et Social, et 13,2% par l’Union Européenne. De même, 42,6% de ces projets sont réalisés au Sud-Liban, Nabatieh, et la Banlieue Sud de Beyrouth, soit les régions qui ont été les plus affectées par la guerre de Juillet 2006. Il s’agit pour la plupart de projets de réhabilitation de l’infrastructure détruite ou endommagée dans ces régions.

**IV- les effets de ces projets dans les régions d’implantation:**

Notre travail consiste à faire une évaluation d’ un échantillon de 186 projets. A cet effet nous avons adopté la méthode d’échantillonnage à choix raisonné, qui consiste à fixer à l’avance les variables à représenter dans l’échantillon. Nous avons choisi alors trois variables : le secteur d’activité, la région et le genre de bailleur de fonds. Et nous avons retenu pour ce fait 18 projets répartis dans les différentes régions libanaises et qui couvrent les trois secteurs agricoles, industriels et services.

**1- Les projets d’irrigation:**

Les projets agricoles et d’irrigation  ont  des effets économiques, sociaux et financiers.

**a-Sur le plan économique**

Ces projets ont abouti à l’augmentation du rendement agricole comme le  bassin de réception de  Aynata, le système d’irrigation de goutte-à- goutte à El- Merry- Hasbaya, à l’agrandissement des exploitations comme le même bassin d’irrigation de Aynata, d’El-Merry, de  Adchit- Nabatieh), à la diversification de la production agricole comme celui de Aynata, et Adchit). En plus, ces projets ont conduit à la réduction des coûts d’exploitation (El- Merry), à la bonification de nouvelles terres (El- Merry), à l’augmentation de la superficie irriguée (El- Merry), à l’augmentation du nombre d’éleveurs de bovins et celui des apiculteurs (Aytaroun), à l'ouverture de nouveaux magasins spécialisés comme celui dans le matériel de l’apiculture (les ruches, les enfumoirs à abeilles…) pour répondre à la demande croissante des apiculteurs ( centre municipal agricole à Aytaroun).

**b-Sur le plan social**

Les projets agricoles ont assuré des effets sociaux comme l’augmentation des revenus des agriculteurs  (Aynata, Adchit, Aytaroun), la création de nouveaux emplois (Aynata, El- Merry, Adchit, Aytaroun), au freinage de l’exode rural (Aynata, El- Merry, Adchit, Aytaroun), la lutte contre l’exclusion et la participation de la femme (Adchit, Aytaroun).

**c-Sur le plan financier**

Les revenus propres du projet d’irrigation à Adchit, lui permettent d’assurer son équilibre financier. Par conséquent, il ne doit pas dépendre des aides d’équilibre pour assurer sa survie. De même, ce projet mérite d’être retenu car la durée d’amortissement de ce projet est de 7 ans et trois mois, ce qui est satisfaisant.

Pour les autres projets notamment  (Aynata, de El- Merry), ou l’eau est distribué gratuitement aux agriculteurs, on ne parle pas  de rentabilité économique, ni même d’équilibre financier, ni de durée d’amortissement du capital investi. De même, pour le projet agricole de Aytaroun,

les services sont rendus gratuitement aux apiculteurs, on n’envisage pas la  rentabilité, ni même l’équilibre financier, ni même la  durée d’amortissement du capital investi.

**2- Les projets agricoles**

Certains projets agricoles comme l’huilerie à Loubieh, la coopérative agricole à Al-Boustan, ont des effets sur le plan économique, social.

**a-Sur le plan financier**

D’après le calcul de la rentabilité financière de ces projets, on déduit que ces projets ne sont pas à retenir, car la durée d’amortissement du capital investi dans ces  projets ne seraient pas inférieure à  264 ans à Loubieh et de 300 ans pour Al- Boustan. Et si on retient ces projets, c’est pour leurs avantages économiques et sociaux dont bénéficierait une communauté quelconque (les oléiculteurs et les agriculteurs).

**b-Sur le plan économique**

On relève  des effets majeurs  de ces projets comme, la diminution des coûts de production (huilerie à Loubieh et la coopérative de Al- Boustan), pour la production d’un bidon d’huile d’olive (16,6 Kg) dans l’huilerie traditionnelle, on avait besoin de 80 à 90 Kg d’olive, avec la nouvelle technique, cette quantité n’est que de 65 Kg ; l’amélioration de la qualité de l’huile  produite, grâce à l’utilisation de la culture biologique, et de la réduction du taux d’acidité de l’huile de 25%, en moyenne (huilerie à Loubieh et la coopérative à Al- Boustan), défrichement de nouvelles terres (huilerie à Loubieh), la diminution des charges des oléiculteurs par l’utilisation des déchets comme engrais ce qui contribue à la fertilisation des oliveraies (huilerie à Loubieh, coopérative à Al- Boustan) ; facilitation dans l’écoulement grâce à l’utilisation de la nouvelle technologie (huilerie , coopérative).

**c- Sur le plan social**

Les effets se dévoilent  par  l’augmentation des revenus des agriculteurs (éleveurs, oléiculteurs) (huilerie, coopérative), la création de nouveaux emplois dans l’oléiculture (huilerie, coopérative) et la production des caroubes (coopérative), surtout pour les jeunes et les femmes dans le domaine de la cueillette (huilerie, coopérative), ainsi du freinage de l’exode rural (huilerie et coopérative).

**3-Les projets industriels**

**a- Sur le plan financier**

On retient ces projets pour leurs avantages économiques et sociaux (laiterie à Ayaroun, et traitement des déchets solides à Aytaroun).

Pour la laiterie, la somme globale des revenus actualisés au cours des dix prochaines années, n’est que de 65 734 740.5 L.L, donc inférieur à son investissement qui s’élève à 317 250 000 L.L. La durée d’amortissement du capital investi dans ce projet, ne serait pas inférieure à 30 ans et demi, ce qui est très long. Or on retient ce projet  pour ses avantages économiques et sociaux dont bénéficie la communauté de Aytaroun (éleveurs).

Le  projet de traitement de déchets solides, est retenu pour ses avantages économiques et sociaux.

**b- Sur le plan économique**

Les éleveurs n’ont plus de soucis concernant l’écoulement de la production du lait , car le centre de la production  laitière  est capable de commercialiser  n’importe quelle quantité. Comme il est capable de concurrencer des industries de renommée comme «Candia» et «Taenayel», présentes sur le marché libanais. Le succés de ce projet s’est manifesté par l’augmentation de nombre d’ éleveurs.

L’usine de traitement de déchets aide la population à se débarrasser de ses déchets d’une façon saine, et aurait épargné des dépenses dans le forage des puits artésiens pour le pompage de cette eau, ou pour l’achat des bouteilles d’eau filtrée, et aurait aussi diminué les charges des agriculteurs relatives à l’achat des engrais.

**c-Sur le plan social**

Les effets de ces projets se sont manifestés par  l’augmentation des revenus des éleveurs (laiterie), la création de nouveaux emplois (laiterie, l’usine de traitement des déchets), la participation de la femme à l’activité économique (laiterie), la protection de la santé de la population et la régression de la morbidité (usine de traitement des déchets), et la diminution des charges des agriculteurs, grâce à l’utilisation des composts, et l'amélioration de leur pouvoir d’achat (usine de traitement des déchets solides), en plus  du freinage de l’exode rural (laiterie)**.**

**4-Les projets de services:**

La réussite de ces projets revient à la bonne gestion (hôpital de Tannourine, dispensaire médical de Bar Elias), et grâce à la subvention accordée par les Ministères comme le Ministère de la Santé, le Ministère des Affaires Sociales (hôpital Tannourine, dispensaire de Bar Elias, dispensaire de Denbo), ou bien par les municipalités (eaux usées de Furzol, eaux usées de Helta), la compagnie de l’eau du Sud- Liban (eau potable à Adchit).

Ces projets de services exercent comme d’autres  des effets sur le plan financier, économique et social.

**a- Sur le plan financier**

La majorité de ces projets n’arrivent pas à avoir un équilibre financier, le résultat de l’exercice est toujours négatif, et c’est normal pour une organisation à but non lucratif (hôpital de Tannourine). Le problème majeur c’est le retard de recouvrement des dettes par le gouvernement et les compagnies d’assurance (hôpital Tannourine). Toutefois, ces organismes de prestation se soucient très peu de leur équilibre financier, et comptent sur les donateurs (dispensaire médical de Bar Elias, dispensaire de Denbo).

Pour les autres projets de services (eaux usées de Furzol, eaux usées de Helta, eau potable de Adchit), ils sont offerts gratuitement à la population.

**b-Sur le plan économique**

Les projets de secteur de la santé, ont exercé des effets économiques considérables comme: la création de l’emploi (150 personnes à Tannourine, à 46 personnes à Bar Elias), où une bonne partie de la masse salariale est dépensée dans la région et aboutit à augmenter le chiffre d’affaires des entreprises dans le secteur des services (commerces, écoles…) le secteur artisanal et celui des agriculteurs. L'abstraction faite des dépenses effectuées dans cette région par les patients et les visiteurs (hôpital Tannourine, dispensaire médical de Bar Elias) constitue un pôle de développement local en attirant les investissements dans ces différents secteurs de la région (hôpital Tannourine).

**c-Sur le plan social**

Les projets médicaux ont des effets considérables: création des emplois (150 à Tannourine, 46 à Bar Elias, 6 à Denbo) d’une façon directe, et des emplois indirects; amélioration du pouvoir d’achat (hôpital Tannourine, dispensaire de Bar Elias), plus de participation des femmes à l’activité économique (hôpital de Tannourine, dispensaire de Bar Elias); hospitalisation à tarif inférieur à ceux pratiqués dans les hôpitaux privés, ce qui donne comme conséquence de réduire les charges de santé (hôpital Tannourine); tarif très réduit pour la consultation d’un spécialiste (hôpital Tannourine, dispensaire de Bar Elias, dispensaire de Denbo)[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/le-financement-etranger-du-d%C3%A9veloppement-local-au-liban%22%20%5Cl%20%22_ftn1%22%20%5Co%20%22) les médicaments sont données aux malades contre une  quote-part de 1000 L.L (dispensaire de Bar Elias); vaccinations gratuites (dispensaires de Bar Elias et Denbo); amélioration de la santé infantile et de la mère (dispensaire de Bar Elias et de Denbo); diminution de mortalité des patients en route aux hôpitaux du littoral (hôpital Tannourine); réduction des frais de transport (dispensaire Denbo); freinage de l’exode rural (hôpital de Tannourine); et incitation à créer un autre dispensaire dans la région.

**5-Les projets d’eau potable**

Les projets d’eau potable et eaux usées, réussissent grâce à la subvention accordée par la municipalité ou par des compagnies comme la compagnie de l’eau du Sud- Liban.

Ces projets exercent des effets sur le plan économique et social.

**a-Sur le plan économique**

 Les effets de ces projets se reflètent par le fait  d’épargner les dépenses relatives au creusement des fosses septiques, et à leur vidange plus d’une fois par an (eaux usées de Helta); d’épargner l’achat des bouteilles d’eau filtrée (eaux usées de Helta); fin du gaspillage d’une ressource naturelle très importante (eau potable de Adchit), aussi l’eau de la nappe phréatique (eaux usées de Helta, eaux usées de Furzol); l’utilisation de l’eau épurée par la station par les agriculteurs pour irriguer leur terres (eaux usées de Furzol); l’utilisation des boues qui contiennent des métaux, des nitrates, par les agriculteurs comme fertilisants; et les habitants reçoivent l’eau potable gratuitement grâce à cette station (eau potable de Adchit).

**b-Sur le plan social**

 On note  la protection de la santé de la population (eaux usées à Helta, eaux usées à Furzol, eau potable à Adchit); la protection de l’environnement et la création d’un environnement sain surtout en été (eaux usées à Furzol et à Helta); moins de maladies causées par les eaux usées (Helta et Furzol); et la diminution des charges relatives au ravitaillement en eau potable (eau potable à Adchit).

**6-Les projets des centres culturels**

Le centre culturel exerce des effets :

**a-Sur le plan économique**

On signale que la présence de ce centre dans cette région, améliore le niveau éducatif des habitants, développe chez eux la maîtrise des langues étrangères, enseigne l’informatique et l’usage de nouvelles techniques d’information, et développe leurs cultures.

**b-Sur le plan social**

Le centre assure aux jeunes plus de compétitivité sur le marché du travail et plus de chance de décrocher un travail, à ne pas oublier qu’il procure plus de culture et plus d’ouverture d’esprit.

Même les projets qui ont fermé ont exercé des effets. Le projet de «centre culturel de Mhamarra», a des effets sur le plan social comme l’émancipation des femmes qui restaient auparavant au foyer en les poussant à travailler dans des projets qui assurent leurs insertions sociales et professionnelles en plus de leur participation au revenu du ménage et plus de déperdition scolaire, grâce au cours de rattrapage.

Mais  sur le plan social, l’échec de ce centre a provoqué une  déception chez les femmes de ce village, qui étaient grâce à ce centre, sur le point de participer activement à la vie économique de cette localité.

**Conclusion:**

Pour conclure on signale que quelque soit la nature de l’aide, alimentaire ou dans l’objectif du développement, la pression de l’offre d’aide s’exerce et chaque opérateur tend alors à dépenser sans trop tenir compte ni des ressources, ni des organisations propres des populations. Il prend le risque d’agir trop tôt et à la place des gens. Ainsi, la conduite d’un projet d’aide puissant et complexe peut difficilement devenir l’affaire de cette population. Cette disproportion entre moyens locaux peut conduire celui qui est trop aidé, à n’accorder qu’une très faible valeur à ses propres moyens et compétences, et à conclure à son incapacité de se développer par lui-même. Donc, les gens, dans la plupart des cas sont obligés de s’orienter dans la ligne de conduite du bailleur de fonds plutôt que d’emprunter leur propre chemin.

Or, amener les gens à se rencontrer, à analyser les situations non seulement de leur seul village mais de plusieurs, et à s’exprimer en tant que représentants de la zone face aux autorités, est une démarche politique nationale et locale que bien des opérateurs d’aide ne souhaitent pas appuyer.

Alors, ils programment leurs propres actions ou leurs propres appuis, mettant ainsi la charrue avant les boeufs.

Finalement, toute situation de développement implique d’un côté une autoprise en charge par les populations locales et fait appel nécessairement à une dynamique endogène, comme elle implique tout aussi nécessaire une intervention extérieure suffisante, et suppose un transfert de savoirs et de ressources. C’est l’équilibre entre ces deux impératifs qui varie.

**Bibliographie :**

1- ADMINISTRATION GENERALE DE LA STATISTIQUE, Annuaire statistique, Beyrouth, Liban, 2006.

2-  Al-Moussawi Ali, l’approche participative dans le développement: le développement humain durable : évaluation des essais du programme des Nations-Unies pour le développement rural dans la région de Baalbeck- El-Hermel, in : http://www.slideshare.net/manalamhaz/ay-dawla.

3- BAALBAKI Ahmet, Tentatives de développement local rural et société locale au Liban, Beyrouth, 1994. (en arabe).

4- BERTIN Georges, Développement local et intervention sociale, L’Harmattan, 2003.

5- DENIEUL Pierre-Noêl, Le Développement social global et les questions des territoires, L’Harmattan, Paris, 2005.

6- DROUIN Michel, Le financement du développement, Armand Colin, 1998.

7- MALLAT Hyam, L’aménagement du territoire et de l’environnement au Liban, Dar Ghandour, 1971.

8- Le commerce du Levant, numéro 5610, novembre 2010 : «La gestion des déchets solides ».

9- Rapport de PNUD sur les projets du développement local au Liban, 2010.

10- Rapport du CDR pour l’année 2009.

11- Rapport du CDR pour l’année 2015.

12- Rapport du Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe, 2010.

13- Rapport Economique trimestrielle de la Bank Audi, premier trimestre 2013.

14- Rapport de la Banque Mondiale sur les projets, 2010.

15- Rapport de l’Union- Européenne des projets, 2010.

[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/le-financement-etranger-du-d%C3%A9veloppement-local-au-liban%22%20%5Cl%20%22_ftnref1%22%20%5Co%20%22)-   Le tarif est de 25 000 L.L à Tannourine, de 12 000 L.L à Bar Elias, de 7 000 L.L à Denbo ; tarif très réduit pour les actes de radiologie, mammographie (20 000 L.L à Bar Elias)

**التمويل الخارجي للمشاريع الإنمائية في لبنان**

تهدف التنمية المحلية إلى حلّ مشاكل السلطات المحلّيّة أو الإقليمية.

وهي، بالتالي، اقتصادية وتعليمية واجتماعية وثقافية، على حدٍّ سواﺀ. وإنّها عبارة عن عملية تعبئة محتملة في منطقة معينة، وهي تضمن حصول تحسّن في ظروف المعيشة.

أمّا بالنسبة إلى المشاكل التي تسعى التنمية المحلية إلى حلّها، فإنّها، ومن بين أمور أخرى في لبنان، تتعلّق في معظمها بقضايا الرّيّ، والصحّة، والتدريب المهنيّ، والبطالة (ولاسيّما عند النساء والشباب)، والأداء الزراعيّ، إنتاج الحرف اليدوية، والبيئة. هذه المشاكل مُهمَلة من قبل الدولة، وإنّ السلطات المحلّيّة (البلديّات)، أو المنظمات غير الحكومية تعمل من أجل هذه التنمية المحلية أو الإقليمية.

ولكن، بما أنّ المنظّمات غير الحكومية والسلطات المحليّة تفتقر عمومًا إلى الموارد الماليّة التي تسمح لها بالمشاركة في مشاريع التنمية المحلية، فإنّها غالبًا ما تعتمد على التمويل الأجنبيّ. بمعنى أنّهم يلجأون إلى الجهات المانحة الأجنبيّة، المعروفة في لبنان من قبل المنظَّمات غيرالحكومية ويتمّ توفير هذا التمويل من قبل وكالات دوليّة مثل البنك الدولي، الوكالة الفرنسية للتنمية، الوكالة الأميركية للتنمية، الصندوق الكويتي، برنامج الأمم المتحدة الإنمائي، الإتحاد الأوروبي، و غيرها...

في الواقع، تمّ تنفيذ ١٨٦ مشروعًا للتنمية المحلية في لبنان بين عامَي١٩٩٢ و ٢٠١٠، في مختلف المناطق اللبنانية مثل عكار، طرابلس، النبطية، البقاع وبنت جبيل ويجدر بالإشارة إلى أنّ من بين هذه المشاريع ما يستمرّ العمل به لغاية اليوم ، ومنها ما توقّف عن العمل، في حين أنّ بعضًا منها لا يزال قيد التنفيذ.

أمّا بالنسبة إلى المشاريع الجارية، فإنّها تندرج في مجال الزراعة والريّ خاصّةً، وفي الصناعة، والصحة، وحماية البيئة ...، غير أنّ المشاريع التي أُلغيت أو توقّف العمل فيها، فسبب فشلها يعود إلى أمورٍ عديدة منها: عدم وجود دراسة كافية للسوق (الأسواق اللبنانية)، وعدم وجود مراقبة، وعدم كفاﺀة الأفراد الذين يُديرون هذه المشاريع...

- See more at: https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/le-financement-etranger-du-d%C3%A9veloppement-local-au-liban#sthash.hDTo9UtC.dpuf